

Commission Agriculture

Yves Evrard, sur l'arrivée d'une plate-forme de financement participatif pour le monde agricole.

Miimosa est le nom de cette plate-forme de financement participatif dédiée au monde agricole. Active depuis deux ans en France et devant le succès remporté par la formule, Miimosa a décidé de s'implanter en Belgique. La plate-forme propose actuellement une dizaine de projets issus actuellement principalement de la Wallonie.

Monsieur le Ministre,

Quel est votre sentiment, votre analyse par rapport à cette possibilité pour les agriculteurs d'obtenir des financements alternatifs pour développer leurs projets ?

En France, les régions octroient un subside de 1000 euros à chaque projet financé par le public. Une telle mesure est-elle envisageable en Région wallonne ?

Dans le domaine économique, le Ministre Marcourt soutient la plate-forme Euroquity. De son côté, le Ministre Furlan envisage de soutenir le même type de financement pour le secteur des logements sociaux. Le crowdfunding s'invite donc dans tous les domaines.

Quelle sera votre position pour le secteur de l'agriculture ? Envisagez-vous de soutenir cette initiative ou d'autres projets similaires qui pourraient voir le jour et dans l'affirmative, de quelle manière ?

Que pensez-vous d'un tel projet ? Pensez-vous que l'agriculture wallonne et plus particulièrement les circuits courts pourraient trouver dans cette formule de crowdfunding un souffle financier ?

La plate-forme ne compterait aujourd'hui que des projets wallons mais elle est ouverte à toute la Belgique.

Avez-vous eu des contacts avec vos homologues au niveau des régions ou du fédéral pour élaborer une stratégie commune ?

Jean-Luc Crucke, sur « Agrilabel »

Lors du gouvernement thématique du 24 novembre 2016, il fut décidé d'augmenter le nombre de produits labellisés afin d'atteindre les 25 produits reconnus par un signe de qualité européen et 17 produits reconnus en qualité différenciée d'ici 2020. Quelle est la méthodologie que le Ministre entend suivre pour atteindre les objectifs fixés ? Peut-il l'explicitier et la détailler ?

Quelles sont les missions dont sera dotée la structure Agrilabel ? Qui la composera et disposera-t-elle de moyens budgétaires complémentaires ? Lesquels ?

Quels sont les produits wallons qui bénéficient actuellement d'une appellation de qualité européenne AOP, IGP ou STG ?

Quels sont les produits reconnus au niveau de la Wallonie en qualité différenciée ?

Jenny Baltus-Möres, sur l'augmentation de l'attractivité de cultiver des produits BIO

Le secteur du BIO s'est fort développé dans les dernières années – c'est vrai pour notre Région également. En 2013 déjà, le plan stratégique pour le développement du bio avait fixé les objectifs 2020 : 1.750 agriculteurs bio et 14% de la surface agricole utile. En juillet dernier, vous avez revu ces ambitions à la hausse, désormais l'objectif est d'atteindre 2000 agriculteurs bio en 2020 et 18% de la surface agricole utile.

Pour 2015, le bio en Région wallonne occupait 8,7% de la surface agricole utile et il concernait fin 2015 le nombre de 1.347 agriculteurs (les exploitations bio représentent 10,5% des fermes).

Selon une étude actuelle, la Wallonie (8,7%) se trouve légèrement au-dessus de la moyenne européenne (5,7%) en ce qui concerne le pourcentage d'hectares de champs sur lesquelles on cultive des produits BIO. Si on se compare avec des pays comme l'Autriche, dont 20% des champs sont cultivés avec des produits BIO déjà actuellement, cela semble néanmoins peu.

Monsieur le Ministre, comment jugez-vous les résultats de cette étude et le développement dans cette matière en générale ?

Les conditions et les procédures administratives wallonnes, pour devenir agriculteur bio, ne sont-elles pas trop élevées ou compliquées par rapport aux conditions en vigueur à l'étranger ?

Estimez-vous utile de revoir des éléments dans les conditions et les procédures concernés pour rendre la production des produits bio encore plus attractif pour les agriculteurs wallons ? Si oui : Lesquelles et sur base de quel agenda ?

Jenny Baltus-Möres, sur la route de la bière

Le 20 octobre dernier je vous ai déjà interrogé sur le projet de la Wallonie gourmande et plus spécialement sur la route de la bière. Puisque ce projet se trouvait encore à ses débuts, vous n'aviez pas eu de réponses à toutes mes questions.

Dès lors j'aimerais vous demander, Monsieur le Ministre, si l'organisation de cette ou ces routes de la bière a déjà été élaborée ? Où passeront-elles ? Sachant qu'il s'agit bel et bien de bières spéciales avec un volume d'alcool plus élevé, comment voulez-vous assurer les trajets entre les différentes brasseries ? Les brasseries seront-elles facilement accessibles avec les transports en commun ou peut-on même envisager des navettes ?

Plusieurs collègues et moi l'avions remarqué lors de la commission du 20 octobre dernier que pour l'aspect marketing et l'image, il serait favorable de parler de « route de la bière belge », car la signification de bière belge est bien plus connue que celle de bière wallonne. Monsieur le Ministre ne pensez-vous pas qu'il serait bien, d'un point de vue marketing de parler de bière belge et non de bière wallonne ?

Jean-Luc Crucke sur « L'Espace Wallonie à Bruxelles »

Lors du gouvernement thématique du 24 novembre 2016, le renforcement de la valorisation de l'Espace Wallonie à Bruxelles fut décidé afin de mieux faire connaître l'offre touristique wallonne à un public flamand, bruxellois ou même international. Comment s'y prendra le Ministre et de quels moyens dispose-t-il pour y arriver ? Quels sont les résultats attendus et les objectifs détaillés ? Pourquoi ne pas installer un espace Wallonie directement sur le territoire de la Flandre composé d'un personnel trilingue ? Le Ministre craint-il de jouer à l'extérieur ?

Christine Defraigne sur le rachat de TNT par FedEx

En mai dernier, nous apprenions par voie de presse que la multinationale américaine FedEx, spécialisée dans le transport international de fret a racheté TNT, soit le principal opérateur de la logistique à l'aéroport de Bierset.

En juin, je vous ai interrogé sur les tenants et les aboutissants de ce dossier, mais vous attendiez toujours des réponses. Vous parliez, notamment, d'un processus d'intégration sur plusieurs années. Des représentants de TNT et FedEx devaient d'ailleurs se rencontrer pour « échanger des informations et se concentrer sur un planning ». Qu'en est-il aujourd'hui ? Pouvez-vous me faire le point sur le dossier ?

Me confirmez-vous que la cession n'aura aucune conséquence sur les opérations à Liège ? Quelles répercussions économiques cette opération aura-t-elle sur Liège ? Les vols intercontinentaux, quant à eux, continueront-ils au départ de Bierset ? Je m'inquiète du peu d'informations communiquées sur ce rachat et attend des réponses précises aujourd'hui.

Par ailleurs, dans votre plan stratégique pour les aéroports wallons, de nombreux investissements sont prévus – 250 millions d'ici 2023. Selon la presse, de gros investissements sont prévus à Liège, de l'ordre de 20 millions d'euros, pour assurer les aménagements en vue de l'arrivée de FedEx. Quels sont ces investissements ?

Christine Defraigne sur l'aéroport de Bierset

La presse l'annonçait début septembre : le tour-opérateur U-Tour, grâce auquel des Chinois arrivaient en nombre à Liège cesse sa coopération avec I-Fly, compagnie qui les transportait. En somme, tous les vols sont annulés et les touristes ne débarqueront plus à Liège.

Nouveau coup dur pour l'aéroport liégeois, qui n'a de cesse de voir ses investisseurs prendre le large.

Récemment, on nous annonçait qu'une nouvelle collaboration avait été trouvée et que les touristes reviendront dès avril, voire même plus tôt. Qu'en est-il exactement ? Quelles ont été les conséquences de l'arrêt précipité des vols en provenance de Chine vers Liège Airport ?

Malgré les échecs de ces derniers mois, il semblerait que d'autres pistes soient à nouveau envisagées pour Liège Airport, notamment la collaboration avec une nouvelle compagnie « qui lancera 3 à 4 destinations en même temps ». Pouvez-vous nous en dire plus à ce propos ? Quelles seraient ces destinations ? Quand ce dossier sera-t-il finalisé ?

Parmi les raisons qui ont pu pousser certains investisseurs à s'en aller, le volume de transport, qui n'a pas dépassé les 20.000 passagers en 3 ans, semble la plus importante. Qu'en est-il exactement ? Quelles sont les raisons de ces chiffres ? Pourquoi le volume de transport est-il resté aussi bas ? Des changements sont-ils prévus pour éviter que la situation ne se reproduise encore, et que les investisseurs cessent leur collaboration avec l'aéroport après quelques mois ?

Valérie DE BUE, sur la campagne de sonomètres en Brabant wallon

Lors de notre dernière séance plénière, vous m'avez indiqué lors de votre réponse sur le même thème du survol que vous avez, je vous cite : « donné instruction à la SOWAER d'installer des sonomètres. On est en train de déterminer les endroits en Brabant wallon où ils vont être placés, des propriétés publiques et des propriétés privées. Dès que l'on aura les autorisations des propriétaires des terrains concernés, ils seront installés. Cette étude du bruit va porter sur 14 jours. »

Concernant cette initiative, j'avais plusieurs questions :

Qui va choisir les endroits précis du placement de ces sonomètres ? Combien de temps cette campagne va durer ? Ne pensez-vous pas que 14 jours est un timing trop court pour se rendre compte d'une réalité qui varie énormément en fonction des conditions climatiques surtout en hiver ? Quand démarrera cette campagne ? Qui va payer cette campagne de sonomètres ?